

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 01

Marseille, le 12/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROFER S.A.

N 42 boulevard de l'europe
ZI Les Estroublans
13127 Vitrolles

Références : D-0131-MRS-2024

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006401361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2024 dans l'établissement PROFER S.A. implanté 42 boulevard de l'europe ZI Les Estroublans 13127 Vitrolles. L'inspection a été annoncée le 08/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROFER S.A.
- 42 boulevard de l'europe ZI Les Estroublans 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006401361
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PROFER exploite sur son site de Vitrolles un centre de tri, transit, regroupement de déchets métalliques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative du site,
- Vérification par sondage de prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 2713 ;
- Vérification par sondage de prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27/12/1983 ;
- Traçabilité des déchets (article R.541-43 du code de l'environnement) ;
- Déclaration GEREP (arrêté ministériel du 31 janvier 2008 ; articles 4-II et 4-III).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Lettre de suite préfectorale	15 jours
6	Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-III	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15, 16 et 17	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/12/1983, article 3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositions de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Sans objet
5	Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	Sans objet
8	Gestion des VHU	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.543-155-7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater des non-conformités majeures concernant notamment la situation administrative et la surveillance des rejets aqueux. En effet, lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué réaliser, sans l'autorisation nécessaire, des opérations de cisailage qui relèvent de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées. De plus, aucune surveillance des rejets aqueux n'est effectuée.

Dans ce contexte, les services de l'inspection proposent à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure la société PROFER de régulariser sa situation administrative et de respecter certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif notamment aux installations relevant de la rubrique 2713 sous le régime de l'enregistrement.

Par ailleurs, il a également été constaté des écarts réglementaires pour lesquels une action rapide de l'exploitant peut être mise en œuvre. Ainsi, pour ces constats, une lettre de suite préfectorale est adressée à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2
Thème(s) : Situation administrative, Vérification des activités exercées sur le site
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : La visite d'inspection a permis de faire le point sur la situation administrative de l'établissement. Il a été constaté la présence d'une cisaille utilisée pour couper les déchets de métaux. Il s'agit d'une opération de traitement relevant de la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux). Or, le site n'est pas autorisé à exercer cette activité. L'exploitant a indiqué qu'il traite une quantité de déchets strictement inférieure à 10 t/j (seuil entre le régime de déclaration avec contrôle et le régime d'autorisation). La cisaille n'a pas fonctionné durant l'inspection. Il n'a été constaté aucune activité de démontage / dépollution de véhicule hors d'usage correspondant à la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées. Le site n'est d'ailleurs équipé d'aucune installation permettant de réaliser cette activité. Cette activité bien qu'autorisée sous la rubrique 286 (arrêté préfectoral d'autorisation de 1982) ne pourra ainsi faire l'objet du bénéfice de l'antériorité (caducité de l'autorisation du fait de l'absence prolongée d'activité). Lors de la visite d'inspection, il a également été constaté la présence d'une benne permettant d'entreposer les batteries, déchets dangereux relevant de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées. La benne ne contenait que quelques batteries. Pour rappel, suite à l'inspection de février 2016, l'exploitant a transmis, en juillet 2016, une demande de bénéfice d'antériorité pour la rubrique 2718 au seuil de l'autorisation concernant des batteries pour une capacité inférieure ou égale à 1 t et au maximum 5 VHU.
Observations : L'exploitant doit régulariser sa situation administrative relativement aux activités relevant de la rubrique 2791 (dépôt de dossier, cessation). L'exploitant a par ailleurs indiqué vouloir demander le bénéfice de l'antériorité concernant les rubriques 2710-1 et 2710-2. Cette demande, hors délais, n'est pas recevable par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4
Thème(s) : Autre, Dossier Installation classée
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le plan des bâtiments (cf. article 9) ;- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments (cf. article 6) ;- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 10) ;- les consignes d'exploitation (cf. article 12) ;- les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le site de l'installation (cf. article 13) ;- le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets (cf. article 13) ;- le registre des déchets (cf. article 13) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14) ;- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 16) ;- les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 20). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter dans son intégralité le dossier ICPE. En effet, l'exploitant ne réalise pas de surveillance des rejets aqueux et de mesures du bruit. De plus, le registre de sécurité renseignant notamment les dates de vérifications périodiques des extincteurs et Robinets Incendie Armés (RIA) n'est pas présent sur site. De même, aucune consigne d'exploitation n'a été présentée.
Observations : Dans un délai de 1 mois à compter de la notification de la lettre de suite préfectorale, l'exploitant justifie de la complétude du dossier Installation classée prévu par les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux installations classées relevant des rubriques 2711, 2713, 2714 et 2716 au régime de l'enregistrement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ol style="list-style-type: none">1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; <ul style="list-style-type: none">- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les rapports de vérification périodique des extincteurs et RIA pour les années 2022 et 2023, qui n'appellent pas de remarque. Concernant le poteau incendie situé à l'extérieur du site, l'exploitant a transmis une fiche technique sur laquelle apparaît la date du dernier contrôle (octobre 2022) et un débit de 120 m3/h. Le bâtiment technique abrite uniquement des déchets de métaux non combustibles. Aucune réserve de sable n'a été constatée sur site.
Observations : L'exploitant justifie sous 15 jours à compter de la notification de la lettre de suite préfectorale, la mise en place d'une réserve de sable et a minima d'un outil pour le répandre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Dispositions de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Autre, Vérification des Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques (rapport n°8005311/43.1.1.R ; 12/01/24), accompagné d'un document précisant qu'il s'agit de la première vérification de l'installation. Le rapport ne présente aucune observation ou non-conformité nécessitant une action de l'exploitant sur son installation électrique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Autre, Périmètre des établissements soumis à déclaration
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées ; <ul style="list-style-type: none">- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. Cette déclaration comprend :<ul style="list-style-type: none">- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;- la quantité par nature du déchet ;- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que la capacité annuelle de déchets non dangereux générés par l'établissement est supérieure à 2000 t/an. Cependant, les installations relevant de la rubrique 2713 ne sont pas concernées par l'obligation de déclaration des déchets non dangereux produits ou acceptés sur site. Ainsi, le site n'est pas soumis à la déclaration annuelle dans GERP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-III
Thème(s) : Autre, Périmètre des établissements soumis à déclaration
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage, l'incinération, le compostage, la méthanisation de déchets non dangereux ou le traitement de déchets non dangereux permettant de bénéficier de la procédure de sortie du statut de déchet déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités admises et traitées sur le site. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site. Cette déclaration comprend : <ul style="list-style-type: none">- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;- la quantité par nature du déchet ;- l'origine géographique des déchets par nature du déchet ;- le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ;- les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L.541-4-3.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué recueillir des batteries usagées. Ces batteries, étant des déchets dangereux, doivent faire l'objet d'une déclaration dans l'outil GEREP.
Observations : L'exploitant réalise la déclaration GEREP pour l'année 2023 sous 1 mois à compter de la notification de la lettre de suite préfectorale. Cette déclaration ne peut plus être réalisée après le 31 mars 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – Registre
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.

<p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le registre des déchets entrants et sortants du site pour l'année 2023. Les registres fournis répondent aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'analyse post-inspection des registres a permis de constater des incohérences concernant le tonnage des déchets sortants. En effet, par exemple, la quantité de batteries enlevées le 15 mai 2023 est de 12140 tonnes dans le registre "excel" contre 12,28 t dans le registre Trackdéchet.</p> <p>De plus, l'adresse du producteur est erronée.</p> <p>Enfin, l'exploitant a indiqué réceptionner des véhicules sur son site et les transférer dans la journée sur le site PROFER basé à Marseille. Le code déchet (19 10 01 - déchets de fer ou d'acier) n'est pas adapté à cette typologie de déchets sortant du site de Vitrolles.</p> <p>Observations :</p> <p>Dans un délai de 1 mois à compter de la notification de la lettre de suite préfectorale, l'exploitant justifie les incohérences sur les tonnages et transmet le registre mis à jour. Dans le même délai, il justifie le code déchet appliqué aux véhicules sortants de son site.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>
--

N° 8 : Gestion des VHU

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.543-155-7
Thème(s) : Situation administrative, Agrément
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage relevant du a du 1° de l'article R. 543-154, ou des cyclomoteurs à trois roues hors d'usage, doit en outre être agréé à cet effet. Cet agrément est délivré, suspendu ou retiré selon les modalités prévues à l'article R. 515-37 et à l'article R. 515-38. Est annexé à cet agrément un cahier des charges qui fixe les obligations du bénéficiaire. Le contenu de ce cahier des charges est défini à l'article R. 543-155-8 pour les centres VHU et à l'article R. 543-155-9 pour les broyeurs. Un arrêté conjoint des ministres chargés, respectivement, de l'environnement, de l'intérieur, de l'économie et de l'industrie précise le contenu et les modalités de délivrance de l'agrément.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il n'a été constaté aucune installation de démontage / dépollution de véhicules hors d'usage pour laquelle cet agrément est nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15, 16 et 17
Thème(s) : Autre, Inspection périodique
Prescription contrôlée : Article 15 : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage. III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

<p>Article 16 : I. - L'inspection périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3.</p> <p>II. - L'inspection périodique comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vérification extérieure ; - une vérification intérieure dans le cas : - des générateurs de vapeur ; - des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification périodique. D'autres dispenses de vérification intérieure pour des équipements maintenus sous atmosphère de butane ou propane commercial ou d'autres gaz sont possibles dans le respect des dispositions de l'annexe 1 ou des décisions qui y sont référencées. <p>[...]</p> <p>Article 17 : I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un compresseur d'air avec une cuve de marque SIAP (volume 270 litres ; n°VES05922 ; année 2018). L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé l'inspection périodique prévue par les articles 15 à 17 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la lettre de suite préfectorale, l'exploitant régularise la situation du réservoir d'air comprimé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/1983, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Le paragraphe 2 AL.n de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 1983 est annulé est remplacé par : " les équipements prévus par l'exploitant pour remédier à la pollution des eaux et pour la protection incendie devront être réalisés au plus tôt et dans un délai maximum de 3 mois. L'exploitant pourra être dispensé des équipements de lutte contre la pollution des eaux, s'il s'engage par écrit à ne procéder à aucune opération de démontage et de lavage de moteurs et autres pièces grasses.[...]"
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'aire des métaux non ferreux ne dispose d'aucun réseau de collecte des eaux pluviales (non polluées et susceptibles d'être polluées), ni d'un dispositif de traitement des eaux susceptibles d'être polluées.
Observations : L'exploitant justifie, dans un délai de 1 mois à compter de la notification de la lettre de suite préfectorale, que le site est équipé des dispositifs de lutte contre la pollution tels que prévus dans le dossier de demande d'autorisation initiale ayant conduit à la prise de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 1982.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Admissibilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I
Thème(s) : Autre, Détection de la radioactivité des déchets de métaux
Prescription contrôlée : Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le site n'est pas équipé d'un dispositif de détection de la radioactivité.
Observations : L'exploitant doit s'équiper d'un dispositif fixe ou portatif de détection de la radioactivité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Autre, Mesures périodiques
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne réaliser aucune surveillance de ses rejets aqueux.
Observations : L'exploitant réalise dès les prochaines pluies, une mesure sur ses rejets aqueux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois